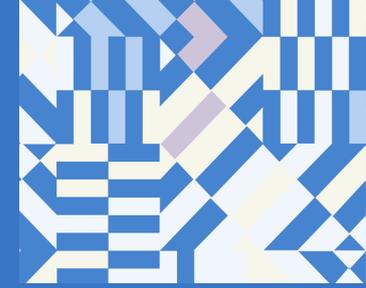




AKADEMIYA

L'Expertise que nous avons. L'Afrique que nous voulons.



Septembre 2022

No.12

SÉRIE SUR LA CRISE EN UKRAINE

Impacts sur le commerce, la croissance, la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'emploi : résumé des résultats et des implications en termes de politiques

Ousmane Badiane, Ismael Fofana, Leysa M. Sall



Introduction

Cette note de synthèse présente une compilation des principaux résultats d'une analyse de l'impact de la guerre en Ukraine sur les pays africains. Elle couvre les effets des perturbations du marché mondial sur les termes de l'échange des pays ainsi que les impacts qui en résultent sur la croissance économique et l'emploi et propose une analyse des effets sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. La deuxième partie de la note de synthèse se concentre sur les effets sectoriels de la crise ; elle s'intéresse aux perturbations dans les secteurs du blé et des huiles végétales et à leurs effets sur les revenus, l'inflation et la sécurité alimentaire. Une attention particulière est accordée aux différences entre les zones rurales et urbaines et entre les groupes de revenus, des quintiles les plus bas aux plus élevés. L'analyse porte ensuite sur la transmission des chocs mondiaux des prix des produits aux marchés intérieurs et sur les possibilités de développer le commerce régional des produits alimentaires en réponse à la crise. La dernière section étudie les perturbations dans le secteur des engrais et les impacts sur la productivité, la valeur ajoutée agricole, les revenus et la sécurité alimentaire.

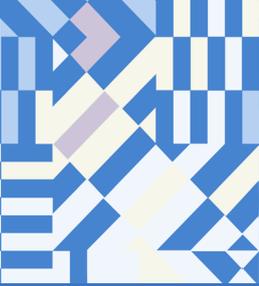
Dans tous les cas ainsi considérés, le travail se concentre sur quelques pays africains sélectionnés en fonction de leur dépendance directe vis-à-vis du commerce du blé et des engrais avec l'Ukraine, la Russie et la Biélorussie (URB) et du taux de pénétration des importations (ou ratio des importations par rapport à la consommation intérieure globale). Les dix pays inclus dans cette étude sont le Bénin, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda. La discussion sur la transmission des prix inclut également le Burkina Faso, le Rwanda et le Zimbabwe.

CRISE UKRAINIENNE
ET ÉCONOMIES AFRICAINES



SOMMAIRE

EXPOSITION DES PAYS ET IMPACTS SUR LE COMMERCE DES PRODUITS-----	3
EFFETS SUR L'ÉCONOMIE DE QUELQUES PAYS AFRICAINS-----	5
EFFETS SUR LA PAUVRETÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE QUELQUES PAYS AFRICAINS-----	8
EFFETS DES PERTURBATIONS SUR LES SECTEURS DU BLÉ ET DES HUILES VÉGÉTALES-----	10
TRANSMISSION DES VARIATIONS DES PRIX MONDIAUX AUX MARCHÉS NATIONAUX-----	13
POSSIBILITÉS D'EXPANSION DU COMMERCE RÉGIONAL DES CÉRÉALES ET DES HUILES VÉGÉTAES-----	15
EXPOSITION ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX PERTURBATIONS DU SECTEUR DES ENGRAIS-----	17



**EXPOSITION DES PAYS ET
IMPACTS SUR LE COMMERCE
DES PRODUITS**



Structures des échanges et chocs commerciaux

Les effets de la guerre en Ukraine sur les marchés mondiaux s'étendent à un large éventail de produits importés et exportés. Les pays africains sont généralement des importateurs nets de céréales, d'huiles végétales et d'engrais, mais certains sont aussi de grands exportateurs d'énergie et de minéraux. La combinaison des variations sur les différents marchés, illustrée par exemple par les variations des indices nationaux des prix à l'importation et à l'exportation, déterminera les effets économiques ultimes sur chaque pays. Nos estimations préliminaires de l'évolution des indices des prix à l'importation et à l'exportation pour les différents pays africains indiquent que la plupart d'entre eux sont confrontés à une hausse beaucoup plus importante du coût de leurs importations par rapport aux revenus tirés des exportations. Alors que presque tous les pays africains font face à une augmentation de plus de 5 points de pourcentage (pp) de l'indice global des prix à l'importation, la variation de l'indice des prix à l'exportation est en dessous de la barre des 5 pp pour pas moins 50% de ces pays.

***Implications en termes de politiques** - De nombreux pays seront probablement confrontés à des pressions croissantes sur leur balance des paiements et leurs réserves de devises. Ils seront plus probablement confrontés à un tarissement des sources d'importations, entraînant des pénuries significatives au niveau local, non seulement pour le blé, les huiles végétales et les engrais, mais aussi pour de nombreux autres produits importés qui se font concurrence pour constituer des ressources en devises de plus en plus rares. L'accès au financement extérieur par le biais de sources multilatérales et bilatérales sera nécessaire pour éviter des perturbations majeures. Les pays affichant le ratio le plus élevé de variations de l'indice des prix à l'importation et à l'exportation et les réserves de devises les plus faibles seront soumis à une pression financière plus forte. Les niveaux d'endettement élevés peuvent constituer de véritables contraintes pour certains pays.*

Chocs commerciaux dans le contexte de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine

Il existe une différence importante entre l'évolution des prix mondiaux des produits pendant la crise actuelle et celle observée au cours des premiers mois de la pandémie de la COVID-19. La pandémie de la COVID-19 a entraîné des hausses relativement plus importantes des indices nationaux des prix à l'exportation, ce qui permettait de compenser la hausse des prix à l'importation, en particulier pour les pays qui ont évité les confinements sévères et ont pu poursuivre leurs échanges. Dans le contexte actuel, les pays sont confrontés à moins de restrictions commerciales liées aux perturbations importantes des opérations portuaires aéroportuaires et maritimes. Cependant, les possibilités de compensation des prix à l'exportation semblent beaucoup moins importantes, du moins à ce stade de la crise ukrainienne.

***Implications en termes de politiques** - Bien que des différences majeures existent entre la crise ukrainienne et la crise de la COVID, le fardeau des perturbations commerciales présente des similitudes significatives. Par conséquent, les réponses politiques qui ont fonctionné dans le cadre de la COVID-19 devraient fournir des indications pour faire face aux effets de la guerre actuelle. Par exemple, les interventions financières et de protection sociale déployées pendant la période de la pandémie de la COVID-19 seront nécessaires au cours de la crise actuelle. Certes les pays disposent d'une marge de manœuvre budgétaire réduite depuis la pandémie de la COVID-19, ce qui rendra la mise en place des mesures de protections sociales et financières plus difficile dans le contexte actuel, mais les besoins restent les mêmes.*



EFFETS SUR L'ÉCONOMIE DE QUELQUES PAYS AFRICAINS

Structure des chocs sur les termes de l'échange (Terms of Trade - TOT) et effets macroéconomiques dans les pays africains

Les effets combinés de l'évolution de divers marchés de produits détermineront l'impact final de la crise sur une économie donnée. En général, plus les prix des importations de produits d'un pays augmentent par rapport aux prix de ses exportations, plus son économie sera affectée négativement. L'inverse est vrai pour les pays dont les prix à l'exportation augmentent plus que les prix à l'importation ; ceux-là seront plutôt affectés positivement. Les effets varient également en fonction de la durée des variations des termes de l'échange et de leurs effets et en fonction de la rapidité de la reprise économique.

L'analyse des variations des termes de l'échange et de leur impact sur l'économie dans les dix pays révèle quatre catégories de pays :

1. Les pays affichant des effets négatifs sur les termes de l'échange, avec un début de reprise d'ici 2024 : Sénégal et Tanzanie ;
2. Les pays affichant des effets négatifs sur les termes de l'échange, mais sans reprise d'ici 2024 : Kenya, Malawi et Ouganda ;
3. Les pays affichant des effets positifs sur les termes de l'échange et des effets positifs sur la pauvreté et la sécurité alimentaire : Bénin, Ghana, Nigeria et Afrique du Sud ;
4. Les pays affichant des effets positifs sur les termes de l'échange et des effets négatifs sur la pauvreté et la sécurité alimentaire : Mozambique.

Implications en termes de politiques - La crise affecte chaque pays de manière spécifique. Il est donc nécessaire d'adapter les réponses apportées dans les différents pays à la nature et aux schémas des perturbations qui affectent leurs économies. Des réponses génériques et non ciblées risquent d'être inefficaces, entraînant un gaspillage de ressources rares ou, pire, générant des effets contre-productifs.

Effets des chocs mondiaux des prix des produits sur la croissance

Les pays affichant des effets négatifs sur les termes de l'échange, devraient tous connaître une forte baisse du taux de croissance économique (des taux de croissance inférieurs de 50 % à ceux attendus en l'absence de crise). L'Ouganda connaît le plus fort ralentissement de la croissance économique et c'est le seul pays à entrer en récession, c'est-à-dire qu'il présente un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) négatif en 2022 en raison de la crise. En revanche, les pays affichant des effets positifs sur les termes de l'échange verront leur croissance économique s'accélérer ; c'est particulièrement le cas du Nigeria et du Mozambique. La trajectoire de la croissance économique au cours des prochaines années devrait être inférieure aux tendances d'avant la crise dans le premier groupe de pays. L'inverse est valable pour le second groupe.

Implications en termes de politiques - Les pays affichant des termes de l'échange négatifs et une croissance négative doivent prévoir des interventions à court terme pour atténuer les effets immédiats du ralentissement de la croissance sur les moyens de subsistance, tout en concevant des politiques pour relancer la croissance à moyen terme et accélérer le rythme de la reprise. Il s'agit notamment de mettre en place des mesures de protections sociales pour protéger les moyens de subsistance et les actifs des communautés vulnérables et de se concentrer sur les secteurs les plus touchés. Les pays affichant des effets positifs sur les termes de l'échange peuvent augmenter leurs gains en adoptant des politiques qui favorisent la réactivité des secteurs nationaux face à la dynamique positive des marchés des produits. Cela peut se faire en modifiant les mesures de politiques et les réglementations afin de stimuler l'offre d'exportation et de gagner des parts dans les marchés d'exportation.



Effets sur l'emploi et les marchés du travail

La détérioration des termes de l'échange et le ralentissement des activités économiques entraînent des pertes d'emplois à court terme et un ralentissement de la création d'emplois à moyen terme dans le premier groupe de pays. Cette situation est particulièrement aiguë au Kenya et au Malawi, où le taux de création d'emplois en 2022 chute de 33% et 70%, respectivement. En revanche, les pays dont les termes de l'échange sont positifs et dont la croissance économique est plus forte enregistrent des emplois supplémentaires ; il s'agit notamment du Nigeria et du Mozambique.

Implications en termes de politiques - Les pays confrontés à une contraction du marché du travail ont besoin de politiques visant à ralentir la perte d'emplois et à améliorer la création de nouvelles opportunités. Compte tenu de la rareté des allocations chômage dans ces pays, l'option la plus probable serait la mise en place de programmes de travaux publics. Ce contexte est également favorable à l'introduction de programmes de développement et de renforcement des compétences afin de stimuler l'employabilité et la création d'emplois.



The image is a collage of fresh vegetables. The top left shows a pile of green bitter melons. To their right are several cucumbers. The bottom half of the image is dominated by a large pile of bright orange carrots with their green tops. In the bottom left corner, there is a small basket filled with red chili peppers. The entire collage is set against a dark background. A dark blue rounded rectangle is overlaid on the top left, containing the title text. The page has a blue background with decorative geometric patterns in the corners.

**EFFETS SUR LA PAUVRETÉ ET
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
DANS QUELQUES PAYS
AFRICAINS**

Effets sur les revenus et sur la pauvreté

Les effets sur la croissance et l'emploi résultant de la perturbation des marchés mondiaux des produits devraient affecter les niveaux et la distribution des revenus ainsi que le coût général de la vie, ce qui entraînera des effets sur la pauvreté. Étant donné le ralentissement de la croissance et la perte d'emplois, des niveaux de pauvreté plus élevés sont observés dans les pays confrontés à la détérioration des termes de l'échange. Des augmentations plus marquées de la pauvreté sont ainsi observées au Kenya et en Tanzanie. Les résultats positifs en matière de croissance et d'emploi dans les pays dont les termes de l'échange se sont améliorés entraîneront une baisse des niveaux de pauvreté. La principale exception ici est le Mozambique, où la concentration des gains de croissance et d'emploi dans un nombre restreint de secteurs à faible intensité (énergie et minéraux) combinée à des pressions inflationnistes fortes et généralisées entraîne une hausse des taux de pauvreté.

Implications en termes de politiques - Une combinaison des options de politiques proposées dans la section précédente peut contribuer à atténuer l'impact des crises sur la pauvreté. Il s'agit de la mise en place de programmes i) de protection sociale, ii) de travaux publics et iii) de développement des compétences. Ces programmes peuvent être complétés par des transferts en espèces pour des impacts immédiats à court terme.

Diversification économique et impact des chocs mondiaux des produits sur la pauvreté

Les différences de résultats en matière de pauvreté observées entre les deux groupes de pays découlent des différences dans les structures commerciales, ce qui détermine ensuite l'étendue de la transmission des variations de prix mondiaux aux économies nationales et la manière dont ces changements sont répartis entre les différents secteurs nationaux. En général, les pays dont la structure commerciale est moins diversifiée et où les secteurs à faible intensité de main-d'œuvre sont plus importants présenteront des effets sur l'emploi et le revenu plus étroitement répartis et, par conséquent, des impacts plus faibles sur la pauvreté. Cela explique les effets négatifs sur la pauvreté au Mozambique, où les gains en termes de croissance et d'emploi vont exclusivement aux secteurs de l'énergie et des mines, lesquels sont caractérisés par une forte concentration géographique, une faible intensité de main d'œuvre et des connexions intersectorielles moins étendues. Dans ce cas de figure, les gains de revenus résultant des impacts positifs sur la croissance et l'emploi ne se diffusent pas assez largement pour générer une réduction substantielle de la pauvreté, tandis que les pressions inflationnistes croissantes dues à la détérioration des termes de l'échange érodent davantage le pouvoir d'achat et les revenus des consommateurs dans le reste de l'économie.

Implications en termes de politiques - Au Mozambique et dans les pays confrontés à des conditions similaires, les gouvernements doivent gérer avec soin l'afflux de devises et augmenter les ressources budgétaires afin de minimiser les effets inflationnistes. Avec un environnement institutionnel approprié, ces pays peuvent introduire des taxes exceptionnelles afin de générer des ressources pour financer des programmes de protection des moyens de subsistance dans les régions et les secteurs affectés par la crise.

Inflation et effets sur la sécurité alimentaire

La hausse des prix mondiaux des produits expose les pays aux pressions inflationnistes et à l'augmentation du coût des denrées alimentaires. En cela, la crise actuelle ne fait pas exception. L'évolution des revenus et les ajustements des prix locaux des produits alimentaires et non alimentaires déterminent le niveau d'accessibilité des aliments et, par conséquent, la demande et la consommation des ménages. Ces effets connexes déterminent l'impact de la crise sur les résultats en matière de sécurité alimentaire. La hausse des prix mondiaux des produits expose les pays aux pressions inflationnistes et à l'augmentation du coût des denrées alimentaires. En cela, la crise actuelle ne fait pas exception. L'évolution des revenus et les ajustements des prix locaux des produits alimentaires et non alimentaires déterminent le niveau d'accessibilité des aliments et, par conséquent, la demande et la consommation des ménages. Ces effets connexes déterminent l'impact de la crise sur les résultats en matière de sécurité alimentaire.

Implications en termes de politiques - L'augmentation du coût de la vie (en particulier la hausse des prix des produits alimentaires) constitue une menace immédiate pour les moyens de subsistance, notamment parmi les groupes de populations vulnérables. Les options de réponse stratégique dans ce type de cas incluent la distribution de produits alimentaires, la subvention des produits alimentaires et non alimentaires et les transferts d'argent. Ces interventions peuvent être combinées à des programmes de travaux publics.





**EFFETS DES PERTURBATIONS
SUR LES SECTEURS DU BLÉ ET
DES HUILES VÉGÉTALES**



Outre les effets combinés des variations des prix mondiaux déclenchées par la guerre en Ukraine au niveau macroéconomique, les changements sur les marchés individuels peuvent avoir des impacts significatifs au niveau des secteurs et des ménages. Deux produits de base sont au centre des préoccupations de la communauté internationale : le blé et les huiles végétales. Les effets des perturbations de ces secteurs dans les pays africains sélectionnés sont résumés ci-dessous.

Exposition et vulnérabilité face aux chocs du commerce du blé

En général, les pays africains dépendent fortement des importations de céréales telles que le blé pour satisfaire leurs demandes nationales. Cela les expose généralement aux chocs majeurs qui affectent le commerce de ces produits au niveau mondial. En ce qui concerne la crise actuelle, le niveau d'exposition est beaucoup plus élevé dans le cas des pays qui entretiennent des relations commerciales significatives avec l'Ukraine, la Russie ou le Bélarus (URB). Le niveau d'exposition est indiqué par la part des produits de l'URB dans les importations totales des pays.

Depuis 2019, environ 60 % des pays africains (30 pays) importent des produits à base de blé directement de l'URB. L'URB assure au moins 25 % des importations de blé de 20 pays africains, ce qui crée un niveau significatif d'exposition, en particulier à court terme. Les effets de la guerre sur les importations de blé de ces pays africains sont immédiats.

Implications en termes de politiques - Des mesures urgentes doivent être adoptées pour atténuer les effets sur les prix à la consommation des produits à base de blé. En outre, il est important d'anticiper un certain degré de transmission aux prix des denrées locales car, à court terme, les consommateurs se tournent progressivement vers les produits locaux pour remplacer les produits à base de blé. Cela crée un risque de contagion sur les marchés des denrées alimentaires de base et les effets se propagent au-delà des grandes villes vers les zones rurales.

Activité de réexportation et contagion au niveau régional

Même les pays qui ne commercent pas directement avec l'URB et qui ne participent pas au commerce mondial sont exposés aux effets de la guerre dans les secteurs du blé et des engrais. Ce constat peut s'expliquer par le vaste réseau de réexportations qui existe entre de nombreux pays africains. En 2019, plus de 40 % des pays africains ont importé plus de blé que nécessaire pour leur consommation intérieure. Dans tous ces pays, les quantités excédentaires étaient destinées aux marchés transfrontaliers et, dans certains cas, à des pays situés dans des régions éloignées du continent.

Implications en termes de politiques - Les pays frontaliers doivent coordonner leurs réponses à la crise ou, au moins, permettre au commerce transfrontalier de se poursuivre sans perturbations majeures. Plus les frontières restent ouvertes, plus les chocs se propagent ; ils sont ainsi absorbés par une zone de marché plus large et sont donc moins intenses.

Effets des perturbations du commerce du blé sur les revenus, l'inflation et la sécurité alimentaire

La hausse des prix du blé devrait persister jusqu'en 2024. Étant donné que le secteur de la production de blé n'est pas très développé dans la plupart des pays étudiés, il est peu probable que la perturbation du commerce du blé produise des ramifications macroéconomiques majeures. Il est plus probable que la hausse des prix du blé érode le pouvoir d'achat des segments les plus pauvres de la population et contribue à une inflation plus large des prix alimentaires. Les résultats indiquent des effets négatifs sur le revenu des ménages ruraux et urbains dans tous les pays de l'échantillon. Les effets sur le revenu ont tendance à être plus importants parmi les ménages à revenu élevé, tandis que dans les zones rurales, ils sont plus importants parmi les ménages agricoles (par rapport aux ménages non agricoles).

La hausse des prix du blé a également entraîné une hausse généralisée des prix des denrées chez les ménages urbains et ruraux dans tous les pays étudiés. Contrairement aux effets sur le revenu, les pressions inflationnistes sur les prix des denrées alimentaires ont tendance à être plus prononcées pour les ménages à faible revenu. Cela explique la baisse de la consommation alimentaire des ménages pauvres dans les zones rurales et urbaines.

Implications en termes de politiques - Les ménages à faibles revenus doivent être protégés des pressions inflationnistes résultant de la hausse des prix mondiaux du blé et des effets attendus sur la consommation alimentaire. Les programmes ciblés de distribution de denrées alimentaires et de transfert d'argent sont des réponses possibles pour atténuer les effets à court terme. Des subventions ciblées ou la suppression/suspension des taxes sont des options supplémentaires qui peuvent être envisagées dans les pays disposant d'un environnement fiscal approprié.

Exposition, contagion et vulnérabilité face aux chocs de l'industrie des huiles végétales

La dépendance directe vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine, mesurée par la part des huiles végétales importées par les pays africains à partir de ces deux pays, est beaucoup plus faible que pour le blé ou les engrais. Cette part atteint les 5 % dans un seul pays, le Soudan. Cependant, 40 pays africains dépendent des huiles végétales importées pour plus de 40% de leurs besoins intérieurs. En outre, 12 pays africains présentent un ratio importations/consommation intérieure supérieur à 100 %, ce qui indique l'existence de réexportations intrarégionales, surtout en Afrique de l'Ouest. Les chocs sur les marchés mondiaux des huiles végétales seront donc forcément retransmis au-delà des frontières régionales, au moins en Afrique de l'Ouest.

Implications en termes de politiques - Bien que le nombre de pays impliqués dans les réexportations régionales soit plus faible pour les huiles végétales que pour le blé, la nécessité pour les pays voisins de coordonner leurs réponses à la crise est tout aussi importante. Il est tout aussi important de veiller à ce que les échanges transfrontaliers se poursuivent sans entrave afin de répartir les chocs sur une zone géographique et un marché plus vastes, tout en renforçant la capacité d'absorption de ces chocs.

Effets sur les revenus, l'inflation des prix des denrées alimentaires et la consommation

Seuls quatre pays de l'échantillon étudié disposent de données sectorielles désagrégées qui permettent de traiter séparément le secteur des huiles végétales : le Ghana, le Malawi, le Mozambique et l'Ouganda. La part du secteur des huiles végétales est plus importante au Ghana où elle représente 3 % de la valeur ajoutée du secteur agricole. Cette part tombe à 1,5 % au Mozambique et en Ouganda et n'atteint que 1 % au Malawi.

Les prix mondiaux des huiles végétales ont augmenté de 30 à 50 % après le début de la guerre en Ukraine. Les effets sur les revenus sont plus importants au Ghana et plutôt négligeables dans les trois autres pays (Malawi, Mozambique et Ouganda), ce qui correspond au poids plus important du secteur des huiles végétales au Ghana. Dans ce pays, les effets sur le revenu sont positifs parmi les ménages ruraux, en particulier ceux qui vivent de l'agriculture. Ils sont positifs mais plus faibles pour les ménages urbains et négatifs uniquement pour le quintile supérieur des revenus.

L'effet sur l'inflation des prix alimentaires est plus élevé au Mozambique, suivi du Ghana. Il atteindra des niveaux notables au Malawi en 2023, uniquement pour les tranches de revenus supérieures. En revanche, en Ouganda, les effets sur l'inflation des prix des denrées alimentaires sont faibles, tant pour les ménages ruraux que pour les ménages urbains. Au Ghana, les effets négatifs sur les revenus devraient persister, principalement pour le quintile supérieur des ménages urbains, mais seraient minimes dans les zones rurales. Les effets sur les revenus dans les trois autres pays sont plutôt négligeables.

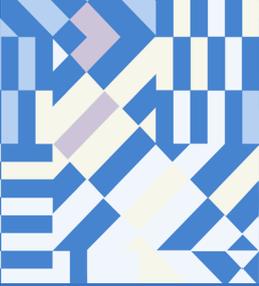
Les effets sur la consommation alimentaire sont négatifs et plus élevés au Ghana, en particulier pour les ménages urbains et ruraux non agricoles. Ils sont négligeables, en revanche, au Malawi ainsi qu'en Ouganda. Au Mozambique, on observe une baisse modeste de la consommation alimentaire, en particulier chez les ménages agricoles.

Implications en termes de politiques - Pour les pays couverts dans cette note de synthèse, les effets des perturbations dans le secteur des huiles végétales sont moins étendus que ceux observés dans les secteurs du blé ou des engrais. Néanmoins, les impacts pourraient être sévères pour certains segments de la population, en particulier au Ghana, où les huiles végétales jouent un rôle relativement important dans le secteur agricole.





**TRANSMISSION DES
VARIATIONS DES PRIX
MONDIAUX AUX MARCHÉS
NATIONAUX**



La transmission des variations des prix mondiaux des produits varie selon les pays et, à l'intérieur des pays, elle varie entre les marchés urbains et ruraux. En général, les variations mondiales des prix du sucre et des céréales (maïs, riz, blé et produits connexes) sont plus complètement transmises aux marchés locaux que les variations mondiales des prix de l'énergie (carburant et gaz de cuisine) et des huiles végétales. Les subventions gouvernementales influencent les ajustements aux prix du carburant et du gaz de cuisine. Les ajustements de prix sur les marchés ruraux sont plus influencés par les conditions de production et les calendriers locaux que par les prix sur les marchés urbains.

Transmission des variations des prix des céréales

Les ajustements de prix dans le secteur céréalier présentent des différences marquées d'un pays à l'autre. Les hausses des prix mondiaux du blé sont entièrement transmises aux marchés intérieurs du Malawi et du Rwanda. En revanche, les variations des prix du blé sont 50 % plus élevées dans les zones urbaines du Mozambique que sur les marchés mondiaux. Dans les zones rurales, elles ne sont que de 10 % environ supérieures aux variations des prix mondiaux. Au Zimbabwe et sur les marchés ruraux du Burkina Faso, les augmentations des prix du blé sont inférieures de 40% aux variations des prix mondiaux, tandis que sur les marchés urbains du Burkina Faso, elles atteignent moins de 20% des variations des prix mondiaux. Les variations significatives des prix du maïs sur le marché intérieur ne sont observées qu'au Malawi, où elles correspondent aux variations des prix mondiaux, ainsi que dans certaines zones urbaines du Zimbabwe, où les variations des prix du maïs sont près de trois fois supérieures aux variations des prix mondiaux. Les plus fortes augmentations des prix intérieurs des céréales sont observées pour le riz. Au Malawi et dans les zones rurales du Burkina Faso, les variations des prix intérieurs du riz sont trois fois plus élevées sur certains marchés que les variations des prix mondiaux. Elles sont 50 % plus élevées dans les zones rurales du Zimbabwe et deux fois plus élevées sur certains marchés ruraux du Rwanda.

Transmission des variations des prix du sucre et des huiles végétales

Les variations des prix intérieurs du sucre sont tout aussi fortes, allant de 100 % de la variation des prix mondiaux au Mozambique et dans les zones urbaines du Burkina Faso à près de deux fois la variation des prix mondiaux sur certains marchés urbains du Zimbabwe et jusqu'à cinq fois plus au Malawi et sur certains marchés ruraux du Rwanda et du Burkina Faso. En revanche, les augmentations des prix intérieurs des huiles végétales sont inférieures aux variations des prix mondiaux dans tous les pays et marchés suivis. Elles sont inférieures de 40 % au Malawi, de 30 à 60 % au Zimbabwe et de 50 à 60 % au Mozambique. Aucune augmentation significative n'a été observée sur les autres marchés.

Transmission des variations des prix de l'énergie

L'ampleur des variations des prix de l'énergie est beaucoup plus variable selon les pays. Ces variations au Malawi (carburant), au Mozambique (gaz de cuisine et diesel) et au Rwanda (gaz de cuisine) sont similaires aux variations des prix mondiaux. En revanche, les variations des prix du gaz de cuisine sont jusqu'à trois fois plus élevées au Malawi et au Zimbabwe, tandis qu'aucune variation des prix du carburant et du gaz de cuisine n'est observée au Burkina Faso.

Implications en termes de politiques - La variation des prix intérieurs des produits présente une dynamique similaire à celle observée au cours des premiers mois de la crise de la COVID-19. La tendance générale est à la hausse des prix, avec des variations notables selon les produits et les marchés. Le contexte actuel est néanmoins sensiblement différent, étant donné l'absence de toute nécessité d'interférer avec la circulation des biens et des personnes. Le bon fonctionnement des marchés intérieurs et transfrontaliers est essentiel pour atténuer les variations des prix intérieurs des céréales, du sucre et des huiles végétales. Cet aspect devrait être renforcé autant que possible. Les pressions résiduelles persistantes seraient ainsi plus faibles, ce qui réduirait le coût des interventions supplémentaires nécessaires. En revanche, les prix de l'énergie, qui sont plus réglementés permettent des subventions plus larges. Il faudra créer l'espace budgétaire nécessaire à la mise en œuvre de telles interventions.



**POSSIBILITÉS D'EXPANSION
DU COMMERCE RÉGIONAL
DES CÉRÉALES ET DES HUILES
VÉGÉTALES**

Potentiel d'expansion du commerce régional

Les flux commerciaux actuels peuvent être réorientés des pays tiers vers des partenaires régionaux, ce qui donne une idée des possibilités à court et moyen terme de développer le commerce régional en réponse aux perturbations du marché mondial. L'indicateur de chevauchement des échanges (Trade Overlap Indicator - TOI), qui mesure la part des produits exportés et importés dans le panier commercial total d'un pays ou d'une région donnée, définit le degré global de chevauchement des flux commerciaux qu'un pays ou une région donnée peut réorienter vers les marchés régionaux. Les valeurs du TOI obtenues pour les pays des principales communautés économiques régionales (CER) d'Afrique se situent entre 8 et 10, ce qui signifie que 8 % à 10 % des flux commerciaux actuels pourraient potentiellement être réorientés. Cette possibilité est confirmée par le fait que, dans la majorité des cas, les valeurs du TOI des pays individuels sont bien inférieures aux valeurs TOI de leurs CER respectives. Cela signifie que la plupart des chevauchements au niveau régional proviennent de différents pays qui exportent et importent les mêmes marchandises, vers et depuis divers pays tiers.

Produits offrant des possibilités d'expansion commerciale

L'indice d'expansion commerciale (Trade Expansion Index - TEI) applique le même concept de chevauchement des flux, mais au niveau des produits. Les produits dont les flux commerciaux se chevauchent sont les mieux placés pour combler les lacunes éventuelles créées par la hausse des prix mondiaux ou les pénuries de l'offre. Les produits pour lesquels une région donnée présente des valeurs TEI plus proches du maximum (100) sont mieux indiqués pour stimuler l'expansion du commerce dans cette région. Dans toutes les régions, 20% des produits céréaliers présentent des valeurs TEI supérieures à 60, contre 30% pour les huiles végétales et 60% pour les produits oléagineux. Les possibilités d'expansion du commerce régional à court terme sont donc nettement plus importantes pour les oléagineux et les huiles végétales et elles sont plus faibles pour les céréales. C'est particulièrement le cas pour la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sont les plus aptes à développer le commerce régional des céréales. La Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) présente le plus faible potentiel d'expansion du commerce régional.

Capacités des pays à saisir les opportunités d'expansion commerciale

Les pays les plus compétitifs dans le commerce de ces produits sont les mieux placés pour saisir les opportunités d'expansion commerciale. Sur la base de l'indicateur d'avantage comparatif révélé (ACR) comme mesure de la compétitivité, la Guinée, le Mali et le Togo sont les pays les plus susceptibles de guider l'expansion du commerce régional dans le secteur des céréales au sein de la CEDEAO. Le Niger, le Nigeria et le Togo sont les mieux placés pour conduire l'expansion du commerce des huiles végétales, tandis que le Bénin, la Gambie et le Sénégal sont les mieux placés pour l'expansion du commerce des oléagineux. En ce qui concerne le COMESA et la SADC, l'Éthiopie, la République démocratique Congo (RDC), l'île Maurice, le Rwanda, l'Ouganda et la Zambie sont les mieux placés dans le secteur des céréales. Les mêmes pays, à l'exception de l'île Maurice, sont rejoints par le Mozambique et le Soudan dans le secteur des huiles végétales. Pour les oléagineux, les principaux pays sont l'Angola, les Seychelles et le Soudan.

Implications en termes de politiques - Il est possible de réagir aux perturbations des marchés mondiaux en développant le commerce régional des produits alimentaires à court et moyen terme. D'où la nécessité de maintenir les marchés transfrontaliers ouverts tout en appliquant des stratégies de réponse à la crise. Les pays se doivent également de supprimer les nombreux obstacles réglementaires et administratifs qui entravent les flux commerciaux transfrontaliers. Enfin, les gouvernements pourraient travailler avec le secteur privé pour identifier les interventions qui permettraient de faciliter le commerce régional.

Il convient toutefois de noter que si l'expansion du commerce régional renforce les capacités locales à absorber les chocs provenant des marchés mondiaux, elle augmente également l'exposition à des sources d'offres régionales plus volatiles.



**EXPOSITION ET VULNÉRABILITÉ
FACE AUX CHOCS DU SECTEUR
DES ENGRAIS**

Dans une certaine mesure, l'utilisation moyenne des engrais est faible en dehors de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe. Cependant, dans certains pays et secteurs, l'utilisation d'engrais est importante, c'est-à-dire, au moins aussi élevée ou plus élevée que les moyennes mondiales. Deux tiers des pays africains importent des engrais de Russie et d'Ukraine et 20 pays importent plus d'engrais qu'ils n'en utilisent au niveau national, ce qui entraîne des réexportations transfrontalières évaluées à plus de 0,5 milliard USD. On note donc ici le même phénomène de contagion régionale observé dans le cas du blé. Les effets de la hausse des prix mondiaux des engrais (qui ont atteint des niveaux quasi record en mars) seront donc probablement ressentis au-delà des pays importateurs directs des pays en guerre ou des marchés mondiaux en général.

Implications en termes de politiques - Comme dans le cas des perturbations du secteur du blé, il sera nécessaire que les pays voisins coordonnent leurs réponses à la hausse des prix des engrais ou, au moins, qu'ils permettent aux échanges transfrontaliers de se poursuivre sans perturbation majeure. Là encore, le fait de veiller à ce que les frontières restent ouvertes permettrait d'absorber les chocs de prix sur une zone de marché plus vaste et d'en diminuer ainsi l'intensité.

Effets des perturbations du secteur des engrais sur la productivité et la croissance agricoles

La perturbation des chaînes mondiales de l'offre en engrais et les fortes augmentations des prix mondiaux des engrais qui en découlent se traduiront certainement par une hausse des prix intérieurs et des pénuries de l'offre. Il en résulterait une réduction des doses d'application des engrais, ce qui entraînerait une baisse de la productivité et de la production agricoles. Les effets pourraient varier d'un pays à l'autre ainsi que d'un secteur à l'autre au sein d'un même pays, en fonction du niveau d'utilisation et des types de changements. La baisse des niveaux de production des différents produits agricoles réduirait la contribution du secteur agricole à l'économie globale, ce qui aurait pour effet de freiner la croissance du produit intérieur brut (PIB).

L'utilisation des engrais est concentrée dans quelques secteurs seulement. Deux secteurs représentent à eux seuls au moins la moitié de l'utilisation totale d'engrais dans les pays étudiés. Les secteurs les plus consommateurs sont les cultures industrielles telles que les huiles végétales au Sénégal et le café et le cacao en Ouganda, au Ghana et au Kenya. Le secteur des légumes est un grand utilisateur d'engrais au Nigeria, au Sénégal, au Mozambique et au Kenya. Pour les céréales, le maïs ne figure parmi les secteurs les plus consommateurs qu'au Malawi, au Ghana, en Tanzanie et au Mozambique, tandis que le secteur du riz présente la plus forte consommation d'engrais au Sénégal.

Implications en termes de politiques - La forte concentration de l'utilisation des engrais dans les principaux secteurs d'exportation risque de transformer la crise des engrais en une crise des devises et de la balance commerciale, aggravant les effets sur les termes de l'échange soulignés précédemment. Heureusement, la plupart de ces secteurs concernent des produits agricoles à haute valeur ajoutée intégrés dans des chaînes de valeur plus formelles. Dans ces secteurs, il existe des solutions basées sur des partenariats public-privé favorables au marché. Les solutions dans les secteurs céréaliers et alimentaires plus traditionnels nécessiteront une plus grande intervention des pouvoirs publics.

Effets de la flambée des prix mondiaux sur l'utilisation des engrais

L'utilisation d'engrais devrait diminuer de 20 à 45 %, l'Ouganda et le Kenya enregistrant la plus forte baisse. La réduction de l'application d'engrais devrait s'aggraver en 2023 dans tous les pays, avec seulement une reprise partielle en 2024. Des réductions particulièrement importantes sont observées dans les secteurs du café et du cacao au Ghana, au Kenya et en Ouganda ; du thé au Malawi ; du coton et du riz au Sénégal ; des huiles végétales au Ghana ; du tabac et des fruits au Mozambique et des légumineuses en Tanzanie. Aucun des pays ou des produits agricoles ne devrait pouvoir se remettre de la forte baisse enregistrée en 2022 au cours des trois prochaines années.



Implications en termes de politiques - Il ressort clairement de la liste des secteurs les plus durement touchés ci-dessus que si la crise des engrais n'est pas résolue, elle aura probablement des répercussions sur les offres alimentaires, ce qui alourdira certainement le fardeau de la balance des paiements des pays africains au cours des prochaines années. Tous ces secteurs sont caractérisés par des chaînes de valeur formelles et bien organisées. Il serait possible d'organiser des initiatives de financement des engrais autour de chaînes de valeur individuelles et dans plusieurs pays, au moins sur une base régionale.

Effets sur la production agricole et la croissance du PIB

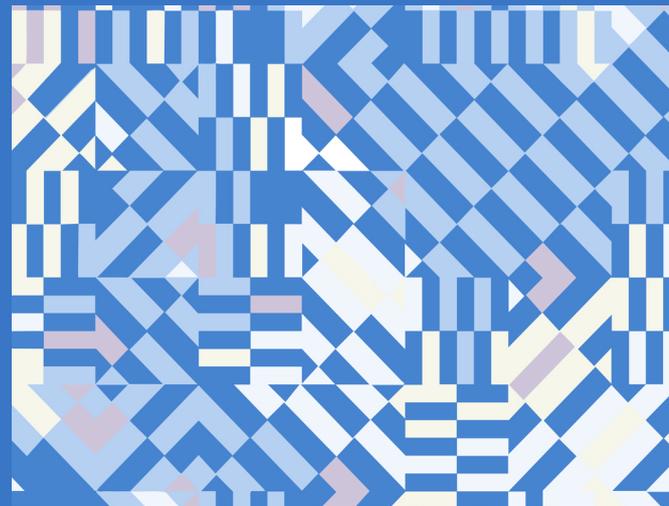
Pour tous les pays, la baisse de la production agricole résultant de la réduction de l'application d'engrais devrait persister et même s'accroître jusqu'en 2024. La baisse des niveaux de production agricole entraîne une baisse de la valeur ajoutée agricole dans tous les pays. Cette baisse, qui se poursuivra jusqu'en 2024, pourra freiner la croissance du PIB dans tous les pays étudiés. Plus important encore, le taux de baisse du PIB en 2023 et 2024 dépasse la baisse initiale prévue en 2022. En d'autres termes, la crise devrait s'intensifier au cours des trois prochaines années et il faudra beaucoup plus de temps aux pays étudiés pour se remettre complètement des effets des perturbations du marché mondial des engrais.

Implications en termes de politiques - Si des réponses efficaces ne sont pas trouvées d'urgence cette année, ou au plus tard lors des prochains cycles de campagnes agricoles, la crise des engrais risque de déclencher des problèmes macroéconomiques et d'affecter la balance des paiements dans de nombreux pays africains. Les contraintes qui pèsent sur l'augmentation de la production empêcheraient les pays d'exploiter la hausse des prix à l'exportation et pourraient ainsi effacer tout avantage commercial potentiel résultant de la hausse des prix des produits. Il est donc essentiel d'intensifier les efforts en cours pour mettre en place des mécanismes d'aide au financement des engrais.

Référence à citer : Badiane, O., Fofana, I. et Sall, L.M., 2022. Impacts sur le commerce, la croissance, la pauvreté, l'emploi et la sécurité alimentaire : résumé des résultats et des implications en termes de politiques. Série de notes de synthèse sur la crise en Ukraine, N°012, AKADEMIYA2063, Kigali, Rwanda.

Ce travail a été financé par une subvention du Bureau des Affaires Étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume Uni (FCDO) à travers l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

AKADEMIYA2063 est financée par la Banque Africaine de Développement (BAD), le Ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement Économiques (BMZ), la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) et le programme Feed the future Policy LINK de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'Accord de coopération 7200AA19CA00019. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles des donateurs.



-  AKADEMIYA2063 | Kicukiro/Niboye KK 341 St 22 | B.P. 1855 Kigali-Rwanda
-  +221 77 761 73 02 | +250 788 315 318 |
-  hq-office@akademiya2063.org
-  www.akademiya2063.org

    @AKADEMIYA2063